

**Arrêt n° 39/10 Ch.c.C.**  
**du 25 janvier 2010.**  
not. 9348/09CD

La chambre du conseil de la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg a rendu le vingt-cinq janvier deux mille dix l'**arrêt** qui suit:

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de:

**X.),** né le (...) à (...), demeurant à L-(...),

**actuellement détenu au Centre Pénitentiaire à Schrassig,**

Vu l'ordonnance numéro 2762/09 rendue le 30 décembre 2009 par la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, notifiée à l'inculpé le 4 janvier 2010;

Vu l'appel relevé de cette ordonnance le 7 janvier 2010 par **X.)** reçue au greffe des établissements pénitentiaires de Luxembourg;

Vu les informations données par lettres recommandées à la poste le 19 janvier 2010 à **X.)** et à son conseil pour la séance du lundi, 25 janvier 2010;

Entendus en cette séance:

Maître Manon WIES, en remplacement de Maître Adeline MOTA, avocats, les deux demeurant à Luxembourg, comparant pour **X.)** en ses moyens d'appel;

Madame l'avocat général Marie-Jeanne KAPPWEILER, assumant les fonctions de ministère public, en ses conclusions;

L'inculpé **X.)** ayant eu la parole le dernier;

Après avoir délibéré conformément à la loi;

**LA CHAMBRE DU CONSEIL DE LA COUR D'APPEL :**

Par déclaration du 7 janvier 2010 au greffe des établissements pénitentiaires de Luxembourg, **X.)** a régulièrement relevé appel d'une ordonnance de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg du 30 décembre 2009 qui a rejeté sa demande de mise en liberté provisoire. L'ordonnance entreprise est jointe au présent arrêt.

Le recours est fondé.

Les conditions d'application de l'article 94 du code d'instruction criminelle n'étant plus remplies en l'espèce, il y a lieu de faire bénéficier l'inculpé d'une mise en liberté provisoire.

Pour garantir la représentation de l'inculpé aux actes de procédure futurs et pour éviter qu'il n'abuse de sa liberté pour commettre de nouvelles infractions, la Cour considère toutefois qu'un placement sous contrôle judiciaire s'impose en l'espèce.

L'inculpé est dès lors à soumettre aux obligations suivantes :

1. suivre une formation professionnelle, sinon exercer une activité professionnelle régulière,
2. se présenter périodiquement une fois toutes les deux semaines au poste de Police (Commissariat de proximité) le plus proche de sa résidence, et ceci pour la première fois dans la semaine du 1<sup>er</sup> au 5 février 2010,
3. se soumettre une fois par mois à un contrôle médical d'analyses en vue de vérifier une éventuelle consommation de drogues et de faire parvenir une fois par mois, un rapport relatif à ces analyses à la police grand-ducale,
4. ne pas sortir des limites territoriales du Grand-Duché de Luxembourg,
5. remettre au greffe du cabinet d'instruction tous documents justificatifs de l'identité et, notamment le passeport, en échange d'un récépissé valant justification de l'identité,
6. ne pas se rendre dans les milieux fréquentés par les toxicomanes et par les vendeurs de drogues illicites,
7. s'abstenir de recevoir ou de rencontrer des consommateurs et des vendeurs de drogues illicites.

## PAR CES MOTIFS

**reçoit** l'appel;

le **dit** fondé;

**ordonne** que l'inculpé X.) sera mis provisoirement en liberté à charge pour lui de prendre l'engagement de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis;

**place** X.) sous contrôle judiciaire et soumet celui-ci aux obligations ci-avant énoncées;

**réserve** les frais de l'instance d'appel.

Ainsi fait et jugé par la chambre du conseil de la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg à Luxembourg, Cité Judiciaire, Plateau du St. Esprit, où étaient présents:

Jacqueline ROBERT, premier conseiller, président

Aloyse WEIRICH, conseiller,  
Théa HARLES-WALCH, conseiller,

qui ont signé le présent arrêt avec le greffier Brigitte COLLING.

**Séance de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg  
du 30 décembre 2009, où étaient présents:**

**Nadine ERPELDING, premier juge-président,  
Teresa ANTUNES MARTINS et Patricia LOESCH, juges,  
Jean-Paul KNEIP, greffier**

Vu la requête de mise en liberté provisoire annexée, déposée par Maître Adeline MOTA, avocat, demeurant à Luxembourg, au nom et pour compte de

**X.**), né le (...) à (...), demeurant à L-(...),

actuellement en détention préventive.

Vu le rapport du juge d'instruction, lequel a été mis à la disposition de l'inculpé;

Ouï Maître Adeline MOTA, avocat, demeurant à Luxembourg, et l'inculpé en leurs moyens et le représentant du Ministère Public, Stéphanie NEUEN, en ses conclusions.

La chambre du conseil, après avoir délibéré conformément à la loi, a rendu l'

**ORDONNANCE**

qui suit:

Il existe des indices graves de culpabilité à charge de l'inculpé résultant de l'ensemble des éléments du dossier d'instruction et notamment de ses aveux, des déclarations de témoins, des constatations des agents verbalisants ainsi que du résultat des perquisitions et du résultat des écoutes téléphoniques.

Les faits lui reprochés emportent une peine d'emprisonnement correctionnel d'un maximum supérieur à deux ans.

Il existe un danger de fuite au vu de la gravité des faits reprochés à l'inculpé.

Il y a lieu de craindre, au vu de la situation personnelle et de la situation actuelle de l'inculpé, qui est sans emploi et sans revenus, que celui-ci n'abuse de sa liberté pour commettre de nouvelles infractions.

Il n'y a partant pas lieu de faire droit à la requête.

Pour les mêmes motifs, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande subsidiaire.

**Par ces motifs:**

**la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg**

**r e j e t t e** la demande de mise en liberté provisoire,

**r é s e r v e** les frais.

**Ainsi fait et prononcé au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête.**